



OBJECTIF AFRIQUE



LETTRE D'INFORMATION ECONOMIQUE

N° 228 – 12 SEPTEMBRE 2022

 **ZOOM SUR ...** Les effets des tensions sur le marché des engrais en Afrique subsaharienne

LES TITRES A LA UNE

Les créanciers bilatéraux du G20 et du Club de Paris donnent leurs assurances de financement pour le programme FMI de la Zambie

L'Afrique du Sud pourrait figurer prochainement sur la liste grise du GAFI

L'Ouganda pourrait devenir un grand producteur de métaux rares

Côte d'Ivoire : 330 M EUR de l'AFD pour la connectivité et l'assainissement

TABLE DES MATIERES

Zoom sur...	2
Conjoncture	2
Environnement des affaires	5
Projets et financements	6
Secteurs d'activités	6
Energies et matières premières	8
Industrie	9
Transport et infrastructures	9
Agriculture et agroalimentaire	10
Services	11
Agenda	12
Contacts	13

LE CHIFFRE A RETENIR

4 et 5 octobre
2022

4ème édition du forum
d'affaires franco-
africain Ambition
Africa, à Paris

Zoom sur...

Les effets des tensions sur le marché des engrais en Afrique subsaharienne

Malgré un recours aux engrais en deça de la moyenne mondiale (135 kg/ha), le continent africain (17 kg/ha) est fortement touché par les tensions sur le marché des engrais, très fortes depuis le début de la guerre en Ukraine. Confrontés à des difficultés d'approvisionnement et à l'envolée du cours des engrais, les agriculteurs sont contraints de diminuer leurs applications avec des impacts directs sur la production agricole mais aussi sur les finances publiques.

Les pays d'Afrique de l'Ouest illustrent cette problématique et sont déjà affectés par ces tensions. Dans certains pays de la région, la hausse des prix locaux est bien supérieure aux cours mondiaux. Au Bénin, le prix des engrais hors subventions a ainsi doublé depuis le mois de février 2022, alors que l'indice des prix moyen à l'échelle mondiale a augmenté de 13 % en mai, après un pic de 30% en avril. L'impact du conflit se ressent également sur la disponibilité de l'engrais pour la région, en particulier pour les engrais azotés et potassiques. **En effet, la Russie est le principal fournisseur de ces engrais en Afrique de l'Ouest,** avec respectivement 48% des importations en valeur en 2020 d'engrais azoté et 58% pour l'engrais potassique. Ces proportions atteignent respectivement 58% et 84% si l'on considère agrège Russie, la Biélorussie et l'Ukraine. Les pays les plus dépendants de la Russie sont : (i) pour les matières azotées, le Burkina Faso (55% des importations en 2020), la Côte d'Ivoire (59%) et le Ghana (42% en 2019); (ii) pour la potasse, le Nigéria (84% des importations en 2020). La Biélorussie constitue aussi un important fournisseur de potasse pour la Côte d'Ivoire (79% en 2020) et le Mali (plus de 90%). Les importations de phosphate de la région, qui proviennent essentiellement du Maroc (83% en 2020), sont, quant à elles, moins menacées.

Ces difficultés, qui s'ajoutent aux différents épisodes de sécheresses survenus sur le continent, pourraient entraîner une réduction de la fertilisation des sols, avec pour conséquence des baisses de rendement des cultures pouvant aboutir à une aggravation des tensions sur le marché de l'alimentation tout comme une baisse des performances à l'export. Selon une étude de la CEDEAO, du PAM et de la FAO rendue publique en juillet, le manque anticipé d'engrais est estimé entre 1,2 et 1,5 million de tonnes en Afrique de l'Ouest, ce qui correspond à une production de 10 à 20 millions de tonnes de céréales. Une étude de l'entreprise *Gro intelligence* montre que la production agricole africaine pourrait baisser de 12% pour la saison 2022-2023. Si les tensions perdurent, le continent devra faire face à une accentuation des pressions inflationnistes sur les biens alimentaires ainsi qu'à une diminution des disponibilités alimentaires et même des recettes d'exportation dans la région. En effet, des prix plus élevés et des difficultés d'approvisionnement entraîneront une baisse d'utilisation des engrais, limitant la productivité de nombreuses exploitations de cultures vivrières (maïs, riz, igname...) comme de cultures d'exportation (palmier à huile, café, coton, cacao...). D'un autre côté, la hausse des prix des engrais sera répercutée en partie sur les consommateurs. La FAO et la Banque mondiale pointent le risque accru de famines sur le continent dans les mois à venir.

Face à cette situation, la plupart des gouvernements d'Afrique de l'Ouest ont renforcé leurs programmes de subventions des engrais pour la campagne agricole 2022-2023. L'inauguration récente au Nigéria (mars 2022) d'une usine d'une capacité de 3 Mt d'urée (portant la capacité nationale à 6,5Mt) pourrait théoriquement couvrir les besoins de la région pour cet engrais azoté. Toutefois, la production du pays était jusqu'à l'an dernier destinée principalement à sa consommation propre et au Brésil. Par ailleurs, plusieurs initiatives de développement des engrais organiques faciles à produire voient le jour. Enfin, à l'échelle du continent, la Banque africaine de développement a lancé en mai 2022 la Facilité africaine de production alimentaire d'un montant de 1,5 Mds USD, dont une partie sera destinée à soutenir l'approvisionnement en engrais des pays.

Conjoncture

Zambie - Les créanciers du G20 et du Club de Paris donnent leurs assurances de financement

Dans un communiqué, publié le 30 juillet, le comité des créanciers bilatéraux de la Zambie, créé sous l'égide du Cadre commun pour les traitements de dette du G20 et du Club de Paris, s'est engagé à négocier une restructuration de la dette zambienne. Ce comité est présidé par la Chine et la France. Les modalités du traitement doivent être négociées d'ici la fin de l'année 2022. Les créanciers ont appelé les banques multilatérales de développement à maximiser leur soutien à l'économie face aux besoins urgents du pays. Cet engagement des principaux créanciers officiels a ainsi ouvert la voie à une adoption du programme du FMI (Facilité Elargie de Crédit de 1,3 Md USD) qui a été adopté le 31 août. Pour rappel, un accord de principe avait déjà été trouvé fin 2021 (staff agreement), mais il nécessitait des garanties suffisantes sur la soutenabilité de la dette. Les autorités zambiennes se sont félicitées de la décision, tout en réaffirmant leur engagement dans la mise en place des réformes économiques structurelles et dans la négociation auprès des créanciers privés. A noter également que l'ambassadeur de Chine en Zambie, Du Xiaohui, a invité le 4 août les créanciers privés chinois à discuter les termes d'une restructuration de leurs créances suivant les mêmes termes que ceux négociés par les créanciers officiels.

Ghana - Fitch et Standard and Poor's abaissent la note souveraine du Ghana

S&P a dégradé la note de crédit souveraine du Ghana, en monnaie locale et en devises étrangères de B-/B à CCC+/C, soulignant les options limitées de financement commercial du gouvernement et des réserves de devises et recettes fiscales contraintes. S&P avait été la seule agence à ne pas dégrader la note du Ghana en début 2022. Cette semaine, Fitch suit S&P en abaissant davantage la note de la dette du Ghana à CCC, qu'il avait dégradé à B- en janvier dernier avec une perspective négative. « Les coûts d'intérêt élevés du gouvernement et les recettes structurellement faibles en pourcentage du produit intérieur brut ont

augmenté la probabilité que le soutien du FMI nécessite une forme de traitement de la dette », a déclaré Fitch dans un communiqué mercredi. « La charge d'intérêt élevée sur la dette en monnaie locale signifie également que l'inclusion d'un traitement de la dette intérieure ne peut être exclue. » La prime exigée par les investisseurs pour détenir la dette ghanéenne s'élève actuellement à 1 807 points de base par rapport aux bons du Trésor américain, selon les indices de JPMorgan. Le pays est toujours exclu de fait des marchés financiers internationaux.

Afrique de l'Est - Les banques centrales du Rwanda et de l'Ouganda relèvent leurs taux d'intérêt pour maîtriser l'inflation

La guerre en Ukraine a eu un impact sur les économies de la région, conduisant à une forte augmentation des prix des produits importés, y compris le pétrole, le gaz, les engrais et l'huile de tournesol. Cela a mené à l'adoption de politiques monétaires par les banques centrales de ces pays pour s'attaquer aux pressions inflationnistes, atténuer l'impact sur les consommateurs et soutenir la reprise économique. Le 11 août, la banque centrale rwandaise a relevé son taux de crédit de 100 points de base, passant de 5 % à 6 %. Le Comité de politique monétaire, chargé de fixer les taux, a déclaré que la récente hausse des prix était préoccupante, l'inflation annuelle atteignant 15,6 % en juillet, contre 12,6 % en juin, bien au-dessus du taux d'inflation moyen de 0,8 % enregistré l'année dernière. La banque centrale ougandaise a également relevé son taux directeur de 50 points de base à 9 % vendredi et a indiqué qu'elle pourrait resserrer davantage sa politique si les pressions inflationnistes persistent. La *Bank of Uganda* a ainsi augmenté le taux de 250 points de base cette année pour maîtriser l'inflation.

Kenya - L'inflation atteint un pic à 8,5 %, au plus haut depuis 5 ans

Le Kenya a connu la plus forte inflation depuis cinq ans en août, dans un contexte d'échec de la subvention de la farine de maïs, d'augmentation du coût du carburant et de dépréciation du shilling. Pour rappel, le gouvernement avait introduit en juillet une subvention d'un mois sur le maïs dans le cadre d'un partenariat avec les meuniers, afin de diviser par deux le prix du kilogramme (qui avait dépassé 100 KES en juillet) en amont des

élections du 9 août. Toutefois cette mesure avait conduit à des pénuries suite aux achats massifs de maïs subventionné. L'inflation a ainsi atteint son plus haut niveau depuis 62 mois, à 8,5 %, contre 8,3 % le mois précédent.

Kenya - Chute de la vente d'obligations du trésor

La vente d'obligations du Trésor (T-bills) en août a été inférieure de 11,5 Mds KES à l'objectif fixé, les investisseurs ayant exigé des taux plus élevés qui ont contraint la Banque centrale du Kenya (CBK) à laisser des offres sur la table. Pour l'obligation à trois ans par exemple, les investisseurs demandaient en moyenne 12,45 % mais la CBK était prête à payer un rendement de 11,8 %. Les soumissionnaires ont donc offert un total de 49,1 Mds KES lors de la vente d'obligations qui visait 50 Mds KES, sur lesquels la CBK a accepté 38,5 Mds KES. Ceci en dépit du fait que le nouveau secrétaire du Cabinet du Trésor doit lever un montant net de 565 Mds KES sur le marché intérieur pour financer le déficit de 845 Mds KES du budget de cette année. Depuis le début de l'année fiscale (1^{er} juillet), le Trésor a émis trois obligations, qui n'ont pas réussi à atteindre leur objectif. Ce phénomène peut être attribué à une inflation élevée qui pousse les investisseurs à rechercher de meilleurs rendements ; l'incertitude entourant les élections qui oblige les investisseurs à conserver des liquidités en cas de chocs imprévus ; l'incertitude quant à la politique économique qui sera mise en œuvre par la nouvelle administration.

Mozambique - Fitch rehausse sa notation souveraine d'un cran à CCC+

Le 26 août, l'agence de notation Fitch a annoncé rehausser la notation souveraine mozambicaine de long terme d'un cran à CCC+ (soit sept crans en deçà de la catégorie investissement). L'agence évoque notamment la conclusion de l'accord de financement avec le FMI en mai 2022 (Facilité Elargie de Crédit de 456 MUSD) qui marque le retour du Fonds dans le pays après le scandale des « dettes cachées » en 2015. L'accord devrait permettre d'alléger les contraintes financières de l'économie, en débloquant notamment d'importants financements des bailleurs multilatéraux – avec une aide budgétaire de 300 M USD approuvée par la Banque Mondiale dès juillet. Par ailleurs,

la croissance devrait significativement accélérer pour atteindre 3,8% en 2022 et jusqu'à 7,7% à l'horizon 2024, après un léger rebond de 2,3% en 2021 – en lien avec la mise en service des mégaprojets dans le secteur gazier (ENI, Total, etc.). Toutefois, les fondamentaux de l'économie demeurent très fragiles et les contraintes structurelles nombreuses (problème de gouvernance, forte dépendance aux secteurs extractifs, niveau particulièrement élevé d'endettement - 110% du PIB à la fin 2021, vulnérabilités aux chocs climatiques, situation sécuritaire instable dans le Nord du pays, etc.).

Soudan - Baisse de l'inflation et annulation partielle de l'impôt sur la production

Le « *Central Bureau of Statistics* » a annoncé que l'inflation pour le mois de juillet a enregistré 125 % en glissement annuel. Elle était de 148 % au mois de juin. Par ailleurs, l'autorité des douanes a annoncé le 11 août l'annulation de l'impôt sur la production sur plusieurs produits fabriqués localement. La liste d'exemption comprend des produits de construction et tous les produits alimentaires. Cette décision devrait contenir les prix des produits concernés, l'impôt sur la production étant entre 5 % et 210%.

Environnement des affaires

Afrique du Sud - Le pays pourrait figurer prochainement sur la liste grise du GAFI

La presse économique sud-africaine a évoqué cet été une possible inscription du pays sur la liste grise du Groupe d'Action Financière (GAFI), d'ici la fin de l'année. Lors de la dernière évaluation réalisée par le GAFI en octobre 2021, ce dernier avait identifié des faiblesses dans le système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme – quatre sujets en particulier sur la quarantaine de points de contrôle figurant sur la liste du GAFI (cadre de sanctions adapté, renforcement du système de diligence des clients du secteur bancaire, amélioration du cadre de signalement des transactions douteuses, etc). Les autorités du pays avaient un an et demi pour remédier à ce problème. A ce jour, les progrès réalisés par l'Afrique du Sud seraient trop maigres pour éviter une inscription sur la liste. Plusieurs amendements au *Financial Intelligence Center Act* doivent faire l'objet d'un processus de consultation publique avant d'être adoptés par le parlement – le comité des finances du Parlement ayant refusé mi-juin la demande du gouvernement de mettre en œuvre la procédure accélérée. Sans avancées notables d'ici les prochaines assemblées du GAFI (octobre 2022), les experts pourraient recommander une inscription de l'Afrique du Sud d'ici février 2023.

Somalie - La Somalie accorde des licences à deux banques étrangères pour la première fois depuis 1970

La Banque centrale somalienne (CBS) a accordé des licences à la banque égyptienne *Misr* et la banque turque *Ziraat Katli*, ce qui leur permettra d'opérer dans le pays. La prise de pouvoir par le Conseil révolutionnaire suprême (SRC) en 1969 avait entraîné en 1970 la nationalisation des banques étrangères alors présentes en Somalie, et aucune licence n'avait été accordée à des acteurs bancaires étrangers depuis. Les réformes engagées par la CBS depuis plusieurs années avaient permis la délivrance de licences pour 13 banques locales, dont *Salaam*

Somali Bank et *Dahabshil Bank*. Le retour des banques étrangères dans le pays marque une nouvelle étape dans la structuration du secteur en Somalie et une volonté d'ouverture aux investissements internationaux.

Projets et financements

Bénin - Le FMI approuve un nouveau programme d'un montant de 638 M USD

Le 8 juillet 2022, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les consultations 2022 au titre de l'article IV et a approuvé un accord de 42 mois au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la Facilité élargie de crédit (FEC), pour un montant de 484,1 M DTS (équivalent de 391% de la quote-part ou 638 M USD). Le programme vise (i) à aider à répondre aux besoins de financement urgents (liés au risque sécuritaire, à l'impact de la COVID-19 et de la guerre en Ukraine), (ii) à soutenir la mise en œuvre du Plan national de développement du pays centré sur la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et (iii) à catalyser le soutien des donateurs. La décision du conseil d'administration permet un décaissement immédiat de 108,3 M DTS (143 M USD). Après 7,2% en 2021, la croissance économique du pays ralentirait à 5,7% en 2022.

Libéria - Le FMI approuve un financement de 22 M USD au titre de la 4^{ème} revue de la FEC

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé avoir achevé la 4^{ème} revue au titre de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC), permettant le décaissement de 22,1 M USD au Libéria et portant le montant total décaissé à 110,7 M USD dans le cadre du programme (pour une enveloppe totale de 214,3 M USD). Selon le FMI, le taux de croissance du Libéria devrait s'établir à 3,7% en 2022 (contre une prévision initiale de 4,5%) en raison des incertitudes mondiales et des chocs sur les prix des matières premières. Ainsi, la révision du budget 2022 devrait permettre de faire face aux pressions sur les prix des denrées alimentaires tout en préservant l'investissement public. En outre, la lutte contre la corruption demeure une priorité et l'adoption récente d'une nouvelle législation anti-corruption a constitué un progrès notable.

Centrafrique - Le programme de référence prolongé pour 3 mois jusqu'à fin septembre 2022

Du 7 au 15 juillet 2022, une équipe du FMI s'est rendue à Bangui dans le cadre de la deuxième revue du programme de référence approuvé en décembre 2021. Selon le communiqué de fin de mission, l'activité économique, qui se relevait de deux années de crise sanitaire, connaît un ralentissement du fait de la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant, des pénuries de carburant, et de l'augmentation des frais de transport de marchandises. Alors que l'utilisation des DTS a jusque-là permis d'amortir les effets des chocs que connaît le pays, l'absence d'appuis budgétaires des partenaires au développement devrait peser sur le budget.

Le FMI estime que les résultats obtenus dans le cadre du programme de référence sont globalement satisfaisants, car la plupart des critères quantitatifs et repères structurels de fin mars ont été atteints. Le programme est toutefois prolongé de trois mois (jusqu'à fin septembre) afin de « *donner aux autorités centrafricaines plus de temps pour obtenir des garanties de financement de la part de partenaires au développement et pour harmoniser la loi centrafricaine sur les cryptoactifs avec les engagements régionaux au niveau de la zone CEMAC* ».

Cameroun - La Banque mondiale approuve un financement de 420 M USD pour améliorer la mobilité urbaine dans la ville de Douala

Le financement du projet de Bus Rapid Transit de la ville de Douala (BRT) a été approuvé par la Banque mondiale pour un montant de 420 M USD (environ 260 Mds FCFA). Sur l'enveloppe de prêt accordé, 202,3 M USD seront pourvus par le guichet non concessionnel (BIRD) et 217,7 M par le guichet concessionnel (IDA). Le coût total du projet est estimé à 335,3 Mds FCFA. Selon le plan de financement, 62,1 Mds FCFA vont être mobilisés grâce à des partenariats public-privé et le gouvernement camerounais injectera 12,4 Mds FCFA sous forme de fonds de contrepartie. Concrètement, le projet consistera en l'achat des bus, à la construction de 28 Km de voies dédiées aux bus séparées avec des échangeurs, 44 stations, 4 terminaux, d'un système d'approvisionnement

en eau, et la mise en place d'un système d'éclairage public. Les fonds serviront également à l'aménagement urbain autour des stations BRT, au renforcement des capacités institutionnelles et professionnelles des opérateurs de transport public existants et à la gestion du projet.

Côte d'Ivoire - 330 M EUR de l'AFD pour la connectivité et l'assainissement

Le 5 juillet 2022, l'Agence française de Développement (AFD) a signé deux accords de prêt de 330 M EUR avec les autorités ivoiriennes pour le financement du projet d'assainissement de la commune de Yopougon (130 M EUR) et du projet d'amélioration de la connectivité de la région Nord (200 M EUR). Le premier vise ainsi l'amélioration de la qualité du service d'assainissement à Yopougon (Abidjan), à travers la collecte et l'évacuation d'au moins 70% des eaux usées de la zone centrale de la commune. Quant au second projet, il vise à faciliter les conditions de mobilité de plus de 1,4 M d'habitants et le désenclavement des localités rurales dans la région nord du pays à travers entre autres la construction d'ouvrages de franchissement ou la réhabilitation de pistes.

Guinée - 66 M USD de la BAfD pour renforcer l'accès à l'électricité

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé, le 14 juillet 2022, un financement de 66,4 M USD en faveur du Projet d'amélioration de l'accès à l'électricité en Guinée. Ce dernier visera, entre autres, à améliorer les conditions de vie des populations et la productivité des entreprises bénéficiaires à travers un accès régulier, fiable et plus abordable de l'électricité. A cet effet, plus de 1 800 km de lignes moyenne et basse tension reliant 40 localités du pays vont être construites au bénéfice de près de 100 000 personnes. Pour rappel, selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité est de 44,7% en 2020.

Mali - La Banque mondiale annonce la reprise de ses décaissements

Selon l'Etat malien, à la suite du paiement de ses échéances dus à la Banque mondiale (BM) dès la levée des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA, le vice-président de la Région Afrique

de l'Ouest et du Centre de la BM a adressé au ministre de l'Économie et des Finances une correspondance datant du 18 Juillet 2022, lui annonçant la levée de la suspension des décaissements relatifs aux projets et aux programmes financés par l'institution au Mali.

Mozambique - La Banque mondiale approuve un financement de 300 MUSD

Le 13 juillet, le conseil d'administration de la Banque Mondiale a approuvé une subvention de 300 MUSD en faveur du gouvernement mozambicain pour soutenir les réformes structurelles des institutions et de transformation de l'économie, à la sortie de la crise de la Covid-19. Il s'agit du premier financement d'une série de trois. Les réformes s'articulent autour de trois axes : **i)** la transparence des institutions budgétaires (mise en place d'un cadre efficace de gestion des revenus et refonte des processus d'appel d'offres publics) **ii)** le développement du secteur privé et le climat des affaires (simplification du cadre légal et réglementaire pour les entreprises, levée des barrières à l'investissement, digitalisation des processus) **iii)** la promotion d'une croissance verte (développement d'un cadre adapté pour les investissements dans la transition énergétique).

RDC - 750 M USD de la Banque mondiale en soutien à la gouvernance, le transport et la connectivité numérique

Le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé, le 23 juin 2022, un appui budgétaire de 250 M USD et un financement de 500 M USD pour renforcer les transports et la connectivité en RDC. L'appui budgétaire vise à soutenir le programme de réformes économiques du gouvernement en matière de gouvernance dans les domaines des finances publiques, de libéralisation des marchés et de la gestion des forêts, dans le but d'accélérer le développement économique de la RDC. Le second financement permettra de fournir des transports et une connectivité numérique dans et entre la région du Kasai et la partie orientale de la RDC, tout en soutenant le renforcement de la gouvernance du secteur.

Tanzanie - Signature d'un accord de prêt de 125 MUSD entre la Tanzanie et la BAfD

La Banque africaine de développement (BAfD) a signé un accord avec le gouvernement tanzanien en vue de l'octroi d'un prêt de 125,2 MUSD. Ce fonds serait utilisé pour la mise en œuvre de la première phase du Programme de développement durable et résilient de l'eau et de l'assainissement de Dodoma. Le programme qui a fait l'objet d'un appel d'offres en avril 2022 vise à résoudre la crise de l'eau dans la région de Dodoma peuplée de près de 3 millions d'habitants. Rien que dans la capitale Dodoma, la population est estimée à 500 000 habitants, avec un taux de croissance annuel de 3,5 %. Selon les projections du gouvernement, cette population devrait atteindre 1,9 million d'habitants en 2051. La ville est actuellement approvisionnée en eau souterraine à partir du champ de captage de Makutupora, situé à 30 km de Dodoma, avec une capacité de pompage installée de 61 500 m³ par jour alors que la demande actuelle en eau est estimée à plus du double, 133 845 m³ par jour.

Zambie - Le conseil d'administration du FMI approuve le programme de financement

Le 31 août, le conseil d'administration du FMI a approuvé la mise en œuvre d'un programme de financement (dit de Facilité Elargie de Crédit) en faveur de la Zambie. L'accord de principe avait été signé par les équipes du Fonds en décembre 2021. Le programme sera doté d'un montant de 1,3 Md USD (soit environ 5 points de PIB) sur une période de trente-huit mois, dont une première tranche de 185 MUSD décaissée immédiatement. Il soutiendra le plan de réforme des autorités, axé sur (i) meilleure gestion des finances publiques (ii) assainissement budgétaire alors que l'endettement public atteint 123% du PIB à la fin 2021 (iii) un renforcement du filet de protection sociale dans un pays où plus de 60% de la population vit sous le seuil de pauvreté (1,9 USD par jour) (iv) une reconstitution du niveau de réserves (équivalent à 3 mois d'importations fin 2021). Pour rappel, le Comité des créanciers, qui s'est réuni à Paris le 18 juillet dernier, a apporté son soutien au programme, afin de répondre aux besoins de financement urgents de la Zambie – en défaut depuis novembre 2020.

Secteurs d'activités

Energies et matières premières

Afrique du Sud - La Haute Cour de justice annule des droits d'exploration accordés à Shell

La Haute Cour de justice a annulé la décision du ministre des ressources minérales et de l'énergie d'accorder à Shell le droit de réaliser une exploration sismique au large de la Wild Coast, en raison des dégâts irréversibles à l'environnement marin et de l'impact sur les communautés côtières qui dépendent de l'océan. Au-delà des raisons environnementales, le jugement a déclaré qu'il n'y avait pas d'éléments tangibles prouvant que des emplois seraient créés dans le cadre du processus de recherche de gaz et de pétrole. Les communautés locales, des groupes environnementaux et des activistes se sont opposées durant tout le procès à la multinationale britannique à travers plusieurs manifestations nationales. Cette décision est une première pour les acteurs locaux et les écologistes face à un géant des hydrocarbures.

Burkina Faso - Inauguration de la 1ère centrale électrique en PPP

Le 7 juillet 2022, Le Premier Ministre a inauguré la centrale solaire de Nagréongo (ville située dans le centre du pays) de 30 MW, augmentant de 8% la puissance installée au niveau national et permettant de répondre aux besoins de 25 000 ménages. Construit par l'entreprise française GreenYellow (groupe Casino), en partenariat avec Africa energy corporation (AEC), pour un montant global de 17,2 Mds FCFA (26,3 M EUR) et financé à 80% par la société néerlandaise de financement du développement FMO, il s'agit du premier projet en partenariat-public-privé (PPP) du pays. L'électricité produite par la centrale sera fournie à la Société nationale d'électricité du Burkina (SONABEL) qui va l'intégrer dans son système de distribution. Le contrat d'achat d'électricité qui est signé avec la SONABEL a une durée de 25 ans. Par ailleurs, le 18 juillet 2022, la première

session de la Commission national du partenariat Public-privé (CNPPP) a permis de retenir 17 projets PPP prioritaires, relevant des secteurs de l'énergie, de l'agriculture, des infrastructures, de l'eau et de l'environnement.

Côte d'Ivoire - Partenariat entre l'ANADER, Total Energies et SCANIA pour la valorisation des sous-produits agricoles

Le 5 juillet 2022, l'Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER), TOTAL Energies et le groupe Scania ont signé un accord en vue de produire du biocarburant issu de la valorisation des sous-produits agricoles. Ce projet pilote sera mise en œuvre sur 12 mois et devrait permettre la production de 3 000 litres de biodiésel. L'ANADER assurera l'approvisionnement en matières premières, TOTAL Energies apportera son expertise technique et livrera le biodiesel tandis que SCANIA procèdera à la validation de la qualité du produit. Selon le ministre chargé de l'Agriculture, le projet, en plus de rapporter des revenus supplémentaires aux producteurs et transformateurs agricoles, contribuera au respect des engagements pris par la Côte d'Ivoire en termes de réduction de gaz à effet de serre.

Guinée équatoriale - La Guinée équatoriale pourrait transformer le gaz nigérian

Le 29 juin, des représentants de la société d'État Sonagas, de la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC) et du ministère nigérian des ressources pétrolières se sont rencontrés pour planifier de nouveaux accords dans l'exploitation du gaz. La Guinée équatoriale, via son usine de GNL, pourrait transformer le gaz naturel de quatre champs nigériens. Ces accords, s'ils étaient signés, ainsi que ceux déjà en place avec le Cameroun, permettraient aux infrastructures de la Guinée équatoriale de continuer à fonctionner et de créer des emplois d'après le ministre des Mines et des Hydrocarbures.

Ouganda - Près de 530 millions de tonnes de métaux rares ont été découverts dans la ville de Busoga

La compagnie *Rwenzi rare limited* explorant la région de Bugosa a établi la présence de plus de 530 millions de tonnes de minéraux précieux, qui, selon la compagnie généreraient plus de revenus que les ressources pétrolières et gazières. Le ministre de l'énergie a informé qu'à la suite d'autres explorations dans le pays, l'Ouganda pourrait devenir le plus gros producteur de métaux rares du monde. Pour information, après les explorations de 2013, la valeur de ces réserves de minéraux aurait atteint 370 Mds USD, bien plus que celle des ressources en pétrole et en gaz atteignant, selon la Banque Mondiale, une valeur de 75 Mds USD.

Industrie Transport et infrastructures

Afrique du Sud - Le Trésor sud-africain rehausse le budget alloué aux infrastructures

Le 18 août, le ministre des Finances, Enoch Godongwana a rappelé les grandes mesures du gouvernement pour relancer l'investissement lors de la conférence *Infrastructure Indaba*. Il a notamment évoqué la hausse du budget pour le développement d'infrastructure du secteur public : 812 Mds ZAR (48 Mds EUR) sur la période d'avril 2022 à avril 2025, contre 627 Mds ZAR (37 Mds EUR) lors des trois dernières années, soit une hausse de +30%. Il a également souligné la volonté de redynamiser les Partenariat Public Privé (via notamment une simplification du cadre réglementaire) – alors que leur valeur est passée de 11 Mds ZAR en 2011 à moins de 6 Mds ZAR en 2020. A noter que le plan National de Développement a fixé des objectifs particulièrement ambitieux en matière d'investissement, avec une cible de formation brute de capital fixée à 30% du PIB à l'horizon 2030 – alors que cette dernière n'a cessé de diminuer ces dernières années pour atteindre un point bas de 13% en 2021.

Cap-Vert - Signature du contrat de concession des aéroports avec le groupe Vinci

Le 18 juillet 2022, le gouvernement du Cap-Vert et Vinci ont signé le contrat de concession des aéroports, dont l'attribution avait été validée en mai 2022 à l'entreprise française. Le contrat porte sur la gestion pour 40 ans des 4 aéroports internationaux et 3 aérodromes du pays pour un montant global de 80 M EUR. Celui-ci prévoit entre autres (i) une première tranche de 35 M EUR à la date de début de la concession, les 45 M EUR restant devant être versés "au moment de la reprise du trafic enregistrée en 2019 ou au premier trimestre 2025" ; (ii) le versement d'un pourcentage annuel des recettes brutes à l'Etat du Cap-Vert ; (iii) un investissement du Groupe Vinci sur la période de la concession de 619 M EUR. Il prévoit également l'intégration de près 400 employés de l'actuelle société publique de sécurité aéroportuaire et aérienne (ASA).

Ethiopie - Achat de quatre Airbus A350-1000 par Ethiopian Airlines

Le groupe *Ethiopian Airlines* (EAG) a commandé quatre A350-1000 à Airbus et devient ainsi le premier client africain du constructeur pour ce modèle. Cette commande est une révision d'un accord précédent entre les deux sociétés portant sur vingt-deux appareils A350-900 dont seize ont déjà été livrés à *Ethiopian Airlines*. Quatre des six appareils restants seront donc remplacés par les modèles A350-1000, pouvant transporter quarante passagers en plus. Le premier contrat d'achat d'A350-900 entre la compagnie aérienne et Airbus datait de 2009. Auparavant, EAG s'adressait uniquement au constructeur Boeing pour ses vols long-courrier.

Nigéria - La nouvelle compagnie aérienne, Nigeria Air, débutera ses opérations avec trois avions loués

Le gouvernement fédéral a approuvé la location de trois avions par la nouvellement créée Nigeria Air : deux Airbus et un Boeing. Cette nouvelle étape, après l'obtention de la licence d'exploitation de transporteur aérien le 6 juin dernier, permettra à la compagnie aérienne d'effectuer des vols nationaux uniquement dans un premier temps. L'objectif à terme est de doter à nouveau le Nigéria d'une compagnie internationale, 19 ans après la cessation d'activité de Nigeria Airways. Cette annonce arrive dans un contexte particulièrement difficile pour le secteur aérien au Nigéria. La flambée des prix du kérosène, passés de 200 NGN (0,48 USD) le litre en

décembre 2021 à 800 NGN (soit 1,92 USD) en juillet a entraîné l'arrêt des activités des compagnies Dana Air et Aero Contractors, en raison de coûts opérationnels trop élevés, ainsi qu'une flambée des prix des billets (+53% en un an). Sur les 98 appareils appartenant à des compagnies aériennes locales, seuls 38 sont actifs. Par ailleurs, la sous-évaluation du taux de change de la naira et la pénurie de dollar dans le pays impactent fortement les compagnies internationales : elles ne peuvent en effet rapatrier leurs profits, réalisés en monnaie nationale, alors que leurs coûts sont principalement libellés en dollar. Ce sont plus de 600 M USD qui seraient bloqués au Nigéria pour l'ensemble des compagnies étrangères présentes. En réaction, Emirates a annoncé une réduction du nombre de ses vols de 11 à 7 par semaine.

Agriculture et agroalimentaire

Afrique de l'Est - Une première cargaison de blé ukrainien est arrivée à Djibouti

Une cargaison de blé ukrainien affrétée par les Nations Unies est arrivée à Djibouti le 30 août. La cargaison de 23 000 tonnes, mobilisée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM), est principalement destinée aux populations menacées par la famine en Ethiopie, où 20,4 millions de personnes auraient besoin d'une aide alimentaire selon les Nations Unies. A l'échelle de la Corne de l'Afrique, plus de 22 millions de personnes seraient menacées par la famine, suite à la sécheresse historique qu'a connu la région, la plus importante depuis 40 ans selon l'Organisation météorologique mondiale, ainsi qu'aux conflits (Tigré, Somalie) ayant marqué plusieurs pays ces derniers mois. Pour la seule Somalie, près de la moitié de la population du pays serait actuellement en situation d'insécurité alimentaire.

Afrique de l'Ouest - 315 M USD additionnels de la Banque mondiale en faveur de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

Le 29 juillet 2022, la Banque mondiale (BM), a annoncé l'octroi d'un financement de 315 M USD à 3 pays d'Afrique de l'Ouest, dont la Sierra

Leone, dans le cadre de la 2^{ème} phase du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Afrique de l'Ouest (FSRP-2). Ce dernier vise entre autres : (i) à réduire de 25% le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans les zones cibles ; (ii) à accroître le commerce intrarégional de 30% dans les filières agricoles sélectionnées ; (iii) à fournir des services de conseil en hydro et agrométéorologie et aider à l'adoption des technologies agricoles climato-intelligentes. Pour rappel, la 1^{ère} phase du programme, avec un budget de 330 M USD, est mise en œuvre au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Togo. Les 2 phases devraient bénéficier directement à près de 4,3 M de personnes.

Tanzanie - Le gouvernement veut consacrer 400 000 hectares à la culture du blé d'ici 2025

Le ministre de l'Agriculture Hussein Bashe a déclaré jeudi 30 juin que le gouvernement visait à consacrer 400 000 hectares à la culture du blé d'ici 2025. Cet objectif devrait permettre d'augmenter la production de blé, qui tourne actuellement autour de 70 000 tonnes, un volume dérisoire compte tenu de la demande du marché intérieur. En effet, dans le pays où le blé est le quatrième aliment de base consommé, après le maïs, le manioc et le riz, les besoins s'élèvent actuellement à 1,2 million de tonnes par an, une situation qui alimente des importations massives. Si dans un tel contexte, un renforcement de l'offre locale par une augmentation des surfaces reste bénéfique, de nombreux observateurs soulignent que l'amélioration des rendements reste un point critique pour enregistrer des gains significatifs, même si le pays dispose d'un immense potentiel en terres arables (43,5 millions hectares).

Services

Afrique de l'Ouest - Wave lève 90 M EUR pour développer ses activités en Afrique de l'ouest

Dans un communiqué publié le 6 juillet 2022, la Société financière internationale (SFI) a annoncé avoir arrangé un financement de 90 M EUR, dont un prêt de 25 M EUR de sa part et le reste apporté par d'autres institutions financières de développement (Finnfund et Norfund) et investisseurs (Symbiotics, Blue Orchard, responsAbility et Lendable). Ce financement aidera Wave à développer ses activités notamment en Côte d'Ivoire et au Sénégal en lui permettant (i) d'approfondir son offre et élargir sa clientèle ; (ii) de répondre à la croissance de la demande ; (iii) d'établir une structure tarifaire simple et des coûts de transaction réduits. La SFI entend ainsi favoriser l'accès aux services financiers numériques car celui-ci reste limité dans la région, avec seulement 24% de comptes de mobile money actifs, contre 34 % en Afrique de l'Est en 2020.

Agenda

Du 3 au 7 octobre 2022	<u>Paris InfraWeek</u>
4 et 5 octobre 2022	<u>Ambition Africa, à Paris</u>
6 octobre 2022	<u>Campus Afrique du forum BIG de BPI France</u>
27 et 28 octobre 2022	Rencontre des Entrepreneurs Francophones à Abidjan, à l'occasion de la 10 ^{ème} édition de la CGECI Academy

Contacts

Afrique australe

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/ZA>

Afrique du Sud, Botswana, Lesotho,
Namibie, Malawi, Zambie, Zimbabwe
Contact : Bertrand FURNO

Angola

Contact : François REMOVILLE

Mozambique, Eswatini

Contact : Pierre SEJOURNE

Afrique centrale

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CM>

Cameroun, Centrafrique, Guinée
Equatoriale, Tchad
Contact : Michel DROBNIK

RDC, Congo

Contact : Thierry BLIN

Gabon, Sao-Tomé

Contact : Pascal FORNAGE

Afrique de l'Est et Océan indien

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KE>

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda
Contact : Jérôme BACONIN

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Contact : Frédéric CHOBLET

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Contact : Julien DEFRANCE

Ouganda, Soudan du Sud

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA

Tanzanie

Contact : Annie BIRO

Soudan

Contact : Rafael SANTOS

Afrique de l'Ouest

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/CI>

Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Guinée,
Libéria, Sierra Leone

Contact : Daniel GALLISSAIRES

Sénégal, Mauritanie, Cap Vert, Gambie

Contact : Christophe MORCHOINE

Togo, Bénin

Contact : Pascal FOURCAUT

Burkina Faso, Niger

Contact : Béatrice ALPERTE

Mali

Contact : Valéry ALVES

Nigéria-Ghana

↳ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/NG>

Nigéria

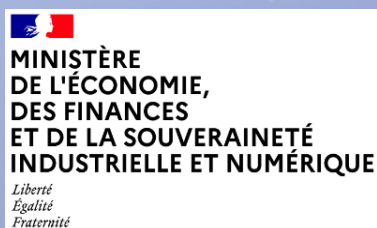
Contact : Pascal FURTH

Ghana

Contact : Jean-Noël BLANC

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Bureau Multifin 2

Stéphane Tabarié (stephane.tabarie@dgtresor.gouv.fr)

Pauline Fournel (pauline.fournel@dgtresor.gouv.fr)

Rédacteurs : Services économiques situés en Afrique subsaharienne

Pour s'abonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/subscribe/>

Pour se désabonner : <https://login.newsletter-dgtresor.fr/unsubscribe/>